



**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

ESCLAVAGE EN LYBIE LES PRINCIPAUX RESPONSABLES DE CETTE BARBARIE SONT À PARIS ET À BRUXELLES !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 30 NOVEMBRE 2017

Un reportage diffusé par la chaîne CNN, montrant des migrants vendus comme esclaves en Lybie, a suscité l'indignation et de nombreuses manifestations de colère, notamment devant l'ambassade libyenne à Paris.

On y voit une vente aux enchères, digne des heures les plus sombres de la période coloniale, au cours de laquelle une douzaine de jeunes noirs défilent pour être adjugés pour quelques centaines d'euros. On y entend une voix mettant aux enchères « *des garçons grands et forts pour le travail de ferme* ». On y voit des hommes enchaînés dans des cages.

En région parisienne, des lycéens ont fait grève et bloqué leur établissement scolaire, pour dénoncer l'insupportable. Face ces manifestations, l'État français – qui fait mine de s'émouvoir – n'a trouvé qu'une seule réponse : la répression policière. Une des lycéennes qui manifestaient à Cachan a été éborgnée par un tir de flash-ball.

SARKOZY, HOLLANDE, MACRON ILS SONT TOUS COUPABLES !

Rien d'étonnant à ce que l'État français n'ait pas envie que ces manifestations prennent de l'ampleur et débouchent sur la mise en accusation de la politique des grandes puissances, notamment celle de la France.

Kadhafi, l'ex-dictateur libyen, avait été mis hors circuit suite à l'intervention militaire française en 2011, sous la présidence de Sarkozy. Drôle de remerciement pour celui qui avait donné autant d'argent pour financer sa campagne présidentielle de 2007.

Kadhafi enfermait les migrants dans ses prisons, où ils rachetaient leur liberté en travaillant pour leurs gardiens ou en satisfaisant leurs caprices sexuels. À sa chute, ce sont les milices – bénéficiant d'un soutien direct ou indirect de Sarkozy, puis de Hollande, puis de Macron – qui ont pris le pouvoir et commis à leur tour ces exactions.

De nombreux témoignages de rescapés racontent l'enfer que constitue la traversée de la Libye pour les migrants africains. Capturés par les trafiquants et réduits en esclavage, ils travaillent dans les champs, sans salaire, à peine nourris. Beaucoup tombent malades et décèdent, parce que leurs maîtres ne veulent pas les emmener dans les hôpitaux.

Les femmes et les enfants servent d'esclaves sexuels. Celles et ceux qui n'ont pas trouvé d'acheteur sont souvent abattus.

ILS FONT LA GUERRE ET FERMENT LES FRONTIÈRES !

C'est donc en toute connaissance de cause que l'Union européenne jette les migrants dans les mains de ces mafias, responsables de ces exactions criminelles. Dans ce but, elle finance le gouvernement libyen – dit d'Union nationale – installé à Tripoli. Son président – Favez El-Sarraj – a signé avec l'Union européenne un accord lui assurant de l'argent, du matériel et une formation pour ses garde-côtes, afin qu'ils interceptent les embarcations en mer et ramènent de force les migrants sur les côtes libyennes. Que la Libye soit une zone de non-droit pour les migrants ne pose donc aucun problème, ni aux dirigeants européens, ni aux dirigeants des pays de l'Afrique subsaharienne qui font mine de s'indigner depuis les révélations du reportage.

LES GRANDES PUISSANCES RESPONSABLES

Les responsables de cette barbarie sont bien d'abord les grandes puissances impérialistes – la France en tête – qui ont multiplié les interventions militaires dans les pays d'Afrique, fermé leurs frontières, rejetant les migrants à la mer et finançant – directement ou indirectement – des bandes armées en Libye pour qu'elles empêchent les migrants de traverser la Méditerranée.

Alors, exigeons l'arrêt immédiat des interventions militaires et l'ouverture des frontières !

Participons aux rassemblements et manifestations contre l'esclavage des Noirs en Libye.

Soutenons les réfugiés face à ce gouvernement qui chasse les migrants africains et fait marcher sa police contre celles et ceux qui s'en émeuvent.

LA VENTE AUX ENCHÈRES D'HUMAIN
N'EST PAS NOUVELLE EN LYBIE



RENAULT MIS EN CAUSE PAR AMNESTY INTERNATIONAL

La voiture électrique a besoin de batteries pour fonctionner et le cobalt en est un composant essentiel. C'est un minerai qui s'exploite principalement en Afrique, au Congo, un pays ravagé depuis des décennies par des guerres pour le contrôle de ces ressources.

Le minerai y est extrait à la main, souvent par des enfants, avec des maladies pulmonaires en nombre considérable à la clef : voilà ce que révèle Amnesty International.

Renault, comme les autres grandes firmes, est concerné : ni plus ni moins ! Mais Renault se réfugie encore plus que les autres dans le secret. D'où sa dénonciation par Amnesty International pour son refus de s'expliquer. Décidément, Ghosn est un habitué du secret !

Dans quelle mesure et quelles conditions la production de batteries des voitures électriques a-t-elle recours au travail des enfants ? Les dirigeants de Renault doivent répondre aux questions légitimes d'Amnesty International. Assez du secret dont s'entoure Ghosn et les hauts cadres dirigeants, tant pour la pollution dénoncée par des ONG que pour leurs montages financiers.

LIBAN : MACRON SUR TOUS LES REGISTRES

Ancien protectorat, le Liban est né d'un savant découpage destiné à le maintenir dans l'orbite de la France. Mais il est aussi un des terrains où se joue, par forces politiques interposées, l'affrontement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite pour l'hégémonie au Moyen Orient. D'un côté, le Hezbollah, dans le giron de l'Iran. De l'autre, le clan Hariri, soutenu par l'Arabie saoudite. En attirant Hariri pour le faire démissionner depuis l'Arabie saoudite, le nouvel homme fort de ce pays espérait faire passer Hariri pour une victime de la volonté de puissance du Hezbollah, qui aurait dû en sortir affaibli aux yeux de la population. Mais l'opération a fait chou blanc.

En usant de son influence pour permettre un retour au Liban de Hariri – plus ou moins otage de l'Arabie Saoudite – Macron conforte l'image de la France au Liban. Mais il rend aussi un fier service aux autorités saoudiennes, empêtrées dans cette affaire. Service dont il sait qu'il aura des retombées en milliards pour les exportations d'armement de la France !

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : LA HONTE DOIT CHANGER DE CAMP

En 2016, en France, 123 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint.

Des centaines de milliers de femmes osent aujourd'hui parler des violences qu'elles subissent. Cela devrait faire taire tous ceux qui osent encore dire « *elles exagèrent* » ou « *si on ne peut même plus plaisanter* ». Oui, le fait de se faire siffler, interpellé ou mettre la main aux fesses est insupportable. Comme si une femme ne pouvait être qu'un objet de convoitise des hommes. Oui,

contraindre une femme à un acte sexuel, même dans le cadre conjugal, est un viol, donc un crime. Oui, les blagues salaces, les avances et attouchements, qu'elles viennent d'un collègue ou d'un supérieur hiérarchique, sont insupportables.

Il est d'ailleurs significatif qu'au-delà des belles paroles, le plan annoncé par Macron fasse l'impasse sur les violences au travail, pour privilégier une loi contre la violence de rue. Alors que l'essentiel des violences subies par les femmes proviennent des conjoints ou des proches.

LE DÉPARTEMENT VEUT-IL LA MORT DU CENTRE SOCIAL DU PUCHOT ?

Ce Centre Social du Puchot offre à toute la population d'Elbeuf rencontres et activités multiples pour adultes et enfants, ainsi qu'un accompagnement social pour des démarches les plus diverses. Entre activités et convivialité, plus de 1.000 personnes fréquentent cette association, financée entre autres par le Département. Ce dernier a décidé de diminuer sa subvention à 9.500€ en 2019. Elle était de plus de 100.000€ en 2014. Une catastrophe: activités et postes supprimés, bénévoles et salarié.es découragé.es !

La colère des usagers s'est exprimée lors d'un rassemblement au centre d'Elbeuf, la semaine dernière. Avec le soutien entre autres de Didier Marie et du PS, qui fustigent aujourd'hui les coupes budgétaires de la droite majoritaire au département. Mais n'oublions pas de leur rappeler qu'ils ont fait de même quand ils étaient à la tête du département, en supprimant en 2014 la moitié des crédits aux associations employant des éducateurs de prévention, avec licenciements à la clé, notamment à Elbeuf !

PROJECTION-DÉBAT : LE JEUNE KARL MARX

Vendredi 8 décembre à 19h30

au Cinéma Grand Mercure à Elbeuf

L'Union Locale CGT – avec la participation de l'IHS (Institut d'Histoire Sociale), de la section du PCF (Parti Communiste Français) d'Elbeuf, de Lutte Ouvrière (LO), des comités NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) d'Elbeuf – organise une projection-débat autour du film de Raoul Peck :

« LE JEUNE KARL MARX »

Le réalisateur s'est concentré sur une courte période de la vie de K. Marx où au travers des débats et confrontations, ce jeune penseur précoce, aux idées nourries par l'expérience concrète, tourné vers l'action, guidé par la colère contre l'ordre social profondément inégalitaire de son temps, élaborera les concepts de « matérialisme historique » et de « lutte de classes », posant les bases d'unification du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Le système capitaliste est-il indépassable? La lutte des classes a-t-elle disparue ? Qu'en dirait le « Jeune Marx » ? Débattons-en ensemble !